

## Edito

### Savoir mettre les gants

Gouverner c'est prévoir, dit-on. Qui veut aller loin, ménage sa monture. Tous ces adages servent pour quelque chose à ceux qui se donnent la peine de les mettre en pratique. Ainsi, pour les dirigeants de la RD Congo à tous les niveaux, des témoignages fusent de partout auprès des personnes qui ont eu la chance d'expérimenter les sages conseils tirés de ces adages.

Cependant, beaucoup d'autres, qui, se sont dit d'agir par défis, ont fini par regretter bien après. Aujourd'hui en RDC, la traversée du désert, avec autant des décennies de guerres et violences inouïes, le temps est venu d'agir en mettant en première position la sagesse. Dieu devrait être invoqué à tout moment pour nous éclairer la voie à suivre. Pour une Nation à plus de 450 tribus, la répartition du pouvoir et des revenus devrait obéir à une logique pouvant nous éviter les sombres jours d'après l'indépendance avec les sécessions et autres maux. La promotion des valeurs ne doit pas être un slogan creux. Nous devons vivre par des actes qui se posent aujourd'hui. Point n'est besoin que les occidentaux viennent nous donner des leçons de cohésion. Aussi, c'est le moment pour les différentes organisations de défense des droits de l'homme de dénoncer la dérive. Les écarts constatés entre les discours de cohésion, d'entente, de lutte contre la pauvreté par un développement prenant en compte les quatre coins de la République inquiètent des hommes et des femmes épris de paix et de justice. Sans vouloir baigner dans le pessimisme béat, il n'est pas tard de rectifier les tirs. Par-ci, par-là, les animateurs du pouvoir devraient revoir leurs copies notamment, dans les nominations en gestation.

Trop c'est trop alertent certaines personnes averties. La paix a besoin de la paix de cœur, de la paix l'esprit, de la concorde et de l'attente. Les Congolais devraient se battre contre l'ennemi commun : la pauvreté. Tout le monde devrait se battre contre les injustices, le favoritisme, le clientélisme, le népotisme et que sais-je encore ; des tares qui tirent la Nation congolaise vers le bas. Ainsi, par sa dimension, sa gouvernance en respectant les règles de l'art en la matière, le pays de Lumumba pourrait servir d'exemple aux autres Nations du monde. Toujours prise comme cobayes dans l'expérimentation, je fais référence notamment au gouvernement 1+4, la RDC s'en sort toujours gagnant. Le Dr Etienne Tshisekedi ne disait-il pas pendant toute sa lutte contre les différents régimes que " le problème de la RDC est une question de mentalité, point barre ".

Travaillons notre mentalité, il nous sera facile de mettre les gants, en dépit de la forte pression des ambitions diverses qui semblent nous faire perdre la raison.

Que Dieu nous assiste.

LRP

## Coopération RDC-Emirats Arabes Unis

# Plus d'un milliard USD d'investissement annoncé

\*Félix Tshisekedi a échangé avec une délégation de la chambre de commerce d'Abu-Dhabi le lundi 11 octobre

\* Dans les tout prochains jours, une délégation de cette se rendra à Kinshasa pour des actions constructives

\* La rencontre au sommet entre le président de la RDC et le prince héritier d'Abu Dhabi a été également une occasion d'explorer les opportunités d'investissements dans plusieurs autres domaines

(Lire en page 16)

## Centre de détention de Luzumu au Kongo Central

### Clôture de la formation des 50 agents de personnel pénitentiaire féminin (Page 2)

### Le Haut-Uélé doté de 10 bus Transco (Page 6)

#### Province du Sud-Kivu

**Théo Ngwabidje a lancé les travaux de construction d'un nouveau pavillon consacré aux urgences à l'hôpital de Monvu (Page 8)**

### Annonce

\* EN VENTE/ IMMEUBLE /LIMETE ET HOTEL /MONT-NGAFULA .....PP.6&8

**L'ancien ministre Ngoopos répond au président a.i. de l'UDPS : " Jean-Marc Kabund a donné des chiffres évasifs "**

(Page 3)

### English Issue

**Murder trial of Burkina Faso's Sankara hopes to finally unveil the truth (Page 15)**

**Centre de détention de Luzumu au Kongo Central**

## Clôture de la formation des 50 agents de personnel pénitentiaire féminin

En présence du secrétaire général à la Justice, de la cheffe de l'unité d'appui à l'administration pénitentiaire de la Monusco, de l'Administrateur du territoire de Kasangulu et d'autres invités, la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Rose Mutombo, a procédé samedi 9 octobre 2021 la cérémonie de clôture de formation des 50 agents du personnel pénitentiaire féminin au Centre de détention de Luzumu dans le Kongo Central.

En ce jour mémorable de la clôture de la formation de 50 agents pénitentiaires féminins dont la promotion se nomme Rose Mutombo. Nous avons le grand plaisir de vous remercier pour l'initiative de la réforme du système pénitentiaire de la RDC notre cher et beau pays.

Nous vous rassurons que les enseignements reçus lors de la formation seront mis en application en vue d'éradiquer les antivaluers décriées dans nos établissements pénitentiaires. Etant donné que notre profession requiert un professionnalisme adéquat. Nous saisissons cette occasion pour remercier de manière particulière Mme Patience Sayi et notre gratitude s'adresse à nos formateurs pour leur disponibilité et tout esprit d'écoute envers nous en supportant nos caprices pendant toute cette période.

Le directeur intérimaire de l'école pénitentiaire du Camp de Détention de Luzumu Justin Kasokwe, a fait savoir que depuis son lancement officiel le 12 août 2021, l'école de formation du personnel pénitentiaire de Luzumu a organisé quatre grandes activités, deux sessions de formation et deux ateliers de renforcement des capacités, formation de 50 futurs directeurs de prisons.

Toutes ces activités ont été organisées par le ministère de la Justice à travers l'école pénitentiaire de Luzumu et ont bénéficié de l'appui de la Monusco et du Pnud.

En guise de reconnaissance pour votre combat, engagement et de détermination dans l'amélioration des conditions sociales du personnel du ministère de la Justice en général et du personnel pénitentiaire en particulier ainsi qu'à l'humanisation des conditions carcérales en RDC la promotion des agents pénitentiaires féminins s'appelle désormais Rose Mutombo et l'auditoire dont les enseignements ont été donnés s'appelle Rose Mutombo. Un autre auditoire a été dédié à Mme Patience Sayi pour tous ses efforts, assistance, interventions et appuis en faveur

la promotion du genre en RDC Cette vision est aussi matérialisée par le Premier ministre et chef du gouvernement, Jean-Michel Sama Lukonde, pour qu'en Rdc la promotion du genre soit améliorée.

Cette session de formation trouve toute sa pertinence

combien difficile mais exaltante et humaine.

"Sachez que par vos futures missions respectives, vous allez certaines encadrer des équipes des professionnels dans la gestion des prisons. Cela signifie que vous devrez donner des instructions pour que la sécurité soit assurée dans les prisons. Ça serait plutôt à vous de développer une autorité bienveillante, du sang froid, une posture professionnelle toujours adaptée pour résister à la gestion des situations complexes et urgentes dans les prisons où vous serez affectées ou que vous serez amenées à gérer.

Je vous exhorte à vous démarquer positivement là où vous serez affectées. Faites connaître vos actions aux agents, à vos supérieurs hiérarchiques, à la société et enfin à d'autres femmes pour qu'elles puissent se joindre à l'administration pénitentiaire. Je tiens également à remercier le directeur de l'école et son équipe d'encadrement technique pour avoir permis la matérialiser cette session de formation", a-t-elle expliqué.

A en croire la ministre de la justice, elle est dans la joie que cette promotion soit consacrée spécialement aux femmes. Ce qui matérialise la vision du chef de l'Etat par rapport à l'égalité du genre dans notre pays. Surtout la vision que le gouvernement de la République matérialise par rapport à l'Etat de droit et au respect des droits humains.

"Je suis contente du fait que cette école grandit du jour au lendemain et que la dernière fois que nous sommes venus, nous avons trouvé qu'il y a un grand changement total. En ayant un personnel féminin au sein de nos services pénitentiaires, nous allons introduire une nouvelle façon de voir les choses dans la gestion du service pénitentiaire. Particulièrement des détenus puisque être détenu c'est aussi avoir les droits et être détenu pousse les autorités que nous sommes à respecter les droits humains dans leur vécu quotidien. Quant aux agents féminins qui viennent d'être formés, je leur ai dit qu'elles doivent changer l'image de nos prisons. Elles doivent apporter une nouvelle marque en tant que femmes et mettre plus en avant le respect des droits humains", a conclu la ministre de la justice.



Un personnel pénitentiaire féminin reçoit le brevet de participation des mains de la ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Mme Rose Mutombo. Photo Ministère de la Justice

de notre administration.

La ministre d'Etat, ministre de la Justice : Après la session de formation de 50 agents pénitentiaires susceptibles d'être nommés directeurs de prisons et de celle de 32 agents sociaux des prisons de la Rdc, je suis heureuse de clôturer en ce jour la session de formation de 50 femmes qui ont été sélectionnées pour ce shift. Je voudrais pour cela et avant toute chose saluer une telle initia-

tion dans un contexte pénitentiaire actuel marqué par l'inexistence d'une prison pour femme et de la volonté politique d'en construire une à Kinshasa dans un avenir proche. C'est d'ailleurs pour toutes ces raisons que je ne pouvais sous aucun prétexte manquer à cette cérémonie de clôture qui est pour moi forte en symbole. Je tenais donc à être présente non seulement pour encourager une telle initiative rendue possible



La ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Mme Rose Mutombo pose avec les 50 agents du personnel pénitentiaire féminin. Photo Ministère de la Justice

tive qui contribue à minimiser toutes les formes de discrimination dans le rapport homme-femme en RDC.

Cette initiative, a-t-elle dit, rencontre la vision du président de la République, Félix Antoine Tshisekedi, qui a la vision de poursuivre et de faire

grâce aux efforts conjugués de la directrice de service pénitentiaire du Pnud et de la Monusco à travers sa section d'appui à l'administration pénitentiaire mais également et surtout pour m'adresser à ces vaillantes femmes qui ont embrassé la carrière pénitentiaire

## La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales  
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)

Phone : 0999923379

E-mail: reference\_20ans@yahoo.fr

B. P. : 12520 Kinshasa I

Autorisation de publication

N°041/SGC/063/92

\*\*\*\*\*

### Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.  
0999923379

### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
0999913816

### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
0999949445

### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
0814234602

### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K.(Politique)  
0999911984

### N. Rachidi (Provinces)

### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)  
Martinez Ngyaluka  
(0998893030)

Dominique Kadimamuya  
(0991564565)

### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
0998129128

### Rédaction Générale

José Wakadila,  
Bibiche Mungungu,  
Anastasié Mukawa

(0990012819, 0825329453)

Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Ngyke

Mireille Mpemba

Makinzolela Menayeto

### English Issue

John Nkwady Kankolong

### Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasai - Oriental** : Maniema : Patrick Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene Djadi

- **Province Orientale** : Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** : Asani Abdalah

- **Etranger** : Congo Brazza: Itcha Djata

**Service Technique** Anastasié Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151 44914 - 089 5098679

### Administration

Janvier Band'Aka-Suro Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko (+243815093722)

Pascaline Boyingandi Gaby Lego

Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga Esther Seluwa

### Imprimerie

ILAREF

# L'ancien ministre Ngoopos répond au président a.i. de l'UDPS : " Jean-Marc Kabund a donné des chiffres évasifs "

"Jean-Marc Kabund a donné des chiffres évasifs", telle est la réaction de l'ancien Ministre des Infrastructures et Travaux publics, Willy Ngoopos, à travers un communiqué de sa cellule de communication.

Cité par Jean-Marc Kabund, le président intérimaire de l'UDPS et premier vice-président de l'Assemblée nationale, sur le risque d'un détournement d'environ 80 millions de dollars américains alloués au projet de construction de 300 écoles, l'ancien vice-Premier ministre apporte les détails du contrat entériné par le conseil des ministres.

## Un prêt à rembourser pendant 60 mois

"Le projet était (plutôt) évalué à 125 millions de dollars pour 300 bâtiments scolaires (avec équipements complets, matériels didactiques et accessoires). Cela est loin d'être un simple bâtiment construit avec des matériaux locaux sans études préalables sur la protection de la santé des élèves, notamment".

Ensuite, soutient l'équipe de communication de Willy Ngoopos, "le

montage financier prévoit que l'entreprise exécute les travaux en 24 mois et qu'elle soit remboursée par le Trésor suivant un échéancier de 60 mois". À ce jour, "en terme de rembourse-

ment, le gouvernement de la République a effectivement décaissé 12,6 millions de dollars et l'investissement réel de l'entrepreneur serait estimé à

## Un contrat décidé en conseil des ministres



Willy Ngoopos, ancien VPM en charge des Infrastructures et Travaux publics dans le gouvernement Sylvester Ilunkamba

Quant au "contrat de gré à gré" décrié par Jean-Marc Kabund, celui-ci "a été décidé au Conseil des ministres du 11 octobre 2019 présidé par

le président Félix Tshisekedi", assure la cellule de communication de Willy Ngoopos (Photo).

"Le ministre honoraire de l'EPST Willy Bakonga, assisté par son vice Didier Budimbu, avait présenté un rapport sur les effets induits de la gratuité de l'enseignement primaire qui avait comme corollaire la surpopulation scolaire".

Raison pour laquelle "pour pallier à la promiscuité dans les salles des classes, après audition du rapport, le gouvernement a décidé de la construction de 8 mille bâtiments scolaires supplémentaires".

La mise au point de la cellule de communication de Willy Ngoopos précise donc que "le projet de construction de 300 bâtiments scolaires par l'entreprise Zeidcor, présenté par l'EPST, ne constitue qu'une phase de long processus de 8 mille écoles à construire".

Et "pour sécuriser les fonds, il y a un contrôle tridimensionnel dont EPST, ITP et BTC", indique-t-on.

Top Congo Fm /LRP

## Les six confessions religieuses répondent à la Cenco et l'Ecc sur un prétendu logement à l'hôtel Fleuve Congo

### Seuls l'iman Abdallah Mangala et Dodo Kamba sont là pour des raisons sécuritaires

Il y a de cela quelques jours, la Cenco et l'Ecc ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle

ont expliqué samedi 9 octobre, dans une autre conférence de presse, que "ce ne sont pas tous les leaders qui



ils ont dévoilé que les chefs des six confessions religieuses qui soutiennent la candidature de Denis Kadima logent au luxueux hôtel du Fleuve Congo, dans la commune huppée de la Gombe. "Qui paye cette facture?", s'est demandé l'abbé Donatien Nshole ?

En réponse, les six chefs religieux

vivent là. Seuls le chef Abdallah Mangala et Dodo Kamba qui y sont pour des raisons sécuritaires".

Mais ils n'ont pas été clairs quant à la prise en charge de ces deux chefs religieux dans cet hôtel. Surtout que la Cenco et l'Ecc soupçonnent le pouvoir de financer ces séjours.

LRP

## Kinshasa : l'UNC appelle à l'unité des politiciens pour le développement du pays

Le porte-parole de la diaspora de l'UNC et coordonnateur du mouvement "Wazalendo", allié au parti de Vital Kamerhe, Christian Mihigo N'Nihwe, a appelé la classe politique congolaise au respect mutuel, à l'unité et à éviter l'outrage.

Au cours d'un point de presse tenu samedi 9 octobre à Kinshasa, Mihigo N'Nihwe Christian a également noté

quer l'innocence de Vital Kamerhe, et à exiger sa libération :

"Le dossier de Vital Kamerhe est vide, car non seulement, nous tous avons suivi, comment il y a eu innovation d'un terme dans le droit pénal congolais qui n'existe pas. C'est le détournement intellectuel. Et puis tous les acteurs impliqués, dans ce procès de cent jours, vous allez cons-



qu'au stade actuel, la RDC a besoin de la contribution de tous les fils et filles du pays, y compris son leader, pour la cohésion, gage de son développement.

Le porte-parole de la diaspora de l'UNC et coordonnateur du mouvement Wazalendo continue également à évo-

tater que c'est seul Vital Kamerhe qui est en prison".

Il a, par ailleurs, sollicité l'implication du chef de l'Etat pour la libération du président de l'UNC, avant de demander à ses compatriotes l'unité.

RO/LRP

## Bolombo Fazili : " Je propose à Denis Kadima de retirer sa candidature à la CENI "

Ils sont très nombreux, des Congolais qui suivent religieusement le débat politique actuel dans notre pays, notamment sur l'incapacité des 8 Concessions religieuses de tomber d'accord sur une personnalité pour présider la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Tel est le cas de l'un de nos correspondants occasionnels, en la personne de M. E. Bolombo Fazili qui, devant ce blocage, propose à M. Denis Kadima de retirer sa candidature. En voici sa motivation dans les lignes qui suivent.

Les Concessions religieuses se sont montrées incapables de se mettre d'accord pour désigner le président de la CENI, la Commission chargée d'organiser le processus électoral dans notre pays.

Leur désaccord a montré que les responsables de nos Eglises ne sont pas différents des politiciens qui versent facilement dans l'injure et la diffamation.

En effet, nous avons suivi une déclaration du porte-parole de la CENCO accusant les responsables des autres Concessions religieuses - à l'exclusion de l'ECC - d'avoir été " corrompus !"

Il y a lieu de se demander qui les a " corrompus " pour qu'ils puissent apporter leur soutien à la candidature

de Monsieur Denis Kadima à la Présidence de la CENI.

Bien avant cette déclaration, le

conclure que cette accusation vise aussi le chef de l'Etat même si le duo CENCO-ECC a sollicité son arbitrage



Denis Kadima Kazadi

même porte - parole de la CENCO avait accusé " le pouvoir " d'être à la base du " manque de consensus " entre les Concessions religieuses.

Sachant que " le pouvoir " est représenté par le président de la République, il est parfaitement logique de

en tant que Garant du bon fonctionnement des Institutions de la République.

A notre connaissance, rien n'a encore filtré des propositions que la CENCO et l'ECC voudraient soumettre au président Félix Tshisekedi.

Quant à moi, je propose à Monsieur Denis Kadima de retirer sa candidature afin de faire échec au plan de déstabilisation de notre pays à l'approche des élections de 2023. Il rendra aussi un bon service à la Nation et au peuple congolais tout entier. Il est certain que le pays aura besoin de son expertise en d'autres circonstances.

S'agissant de Concessions religieuses dites " Groupe des 6 ", je pense que leur démenti n'est pas suffisant face à la gravité de l'accusation de corruption portée contre leurs responsables.

Pareille accusation ne peut pas rester impunie. Raison pour laquelle je leur demande de porter plainte contre le porte - parole de la CENCO - ECC qui, hier encore, se disputaient le leadership dans un Etat laïc comme la RDC. Leur " coalition " actuelle est plus que jamais suspecte.

Beaucoup de Congolais n'ont pas encore oublié que tous les présidents de la CENI ont été contestés par la CENCO et la CENCO seule. Un défi à la démocratie qu'il est urgent de relever.

**E. Bolombo Fazili**  
Correspondance occasionnelle

## Kasaï Oriental : Denis Kalombo lance l'atelier de dialogue au service de la décentralisation

Par Tharcisse Cifinga

Le ministre provinciale de l'Intérieur, Décentralisation et gouverneur intérimaire du Kasaï-Oriental, a lancé ce lundi 11 octobre 2021, l'atelier sur la promotion du dialogue au service de la décentralisation.

Ces assises se tiennent dans la salle des réunions de l'hôtel Métropole du Kasaï et prendront trois jours, soit du 11 au 13 octobre de l'année en cours.

Organisé par la division provinciale de la décentralisation et affaires cou-

doter les participants des connaissances sur la collaboration entre les responsables des entités à tous les niveaux.

Prenant la parole, le gouverneur intérimaire du Kasaï-Oriental a rendu hommage au président de la République, qui fait de l'administration de proximité son cheval de bataille. Il a par la suite invité les participants à capitaliser les différents enseignements qui seront dispensés au cours de ces assises.

Prennent part à cette formation :



Denis Kalombo, ministre provincial de l'Intérieur, Décentralisation et gouverneur intérimaire du Kasaï-Oriental lance l'atelier sur la promotion du dialogue au service de la décentralisation.

tumières avec l'appui financier de la GIZ, cette formation à l'attention des responsables des entités territoriales décentralisées est organisée pour

les administrateurs des territoires, les bourgmestres des communes, les chefs des secteurs ainsi d'autres acteurs de la société civile.

*A l'issue de sa sortie officielle*

## Le comité fédéral du MSC/Limete du président Tix Ilunga installé

Par Bibiche Mungungu

Le comité fédéral de Limete du Mouvement de Solidarité pour le Changement (MSC), parti cher à l'honorable Laurent Batumona a fait sa sortie officielle, dimanche 10 octobre 2021 à Mombele sur l'avenue de l'Université dans la commune de Limete. Ce nouveau comité installé à ce jour, sera dirigé par M. Tix Ilunga, président fédéral.

Par cette occasion, le président fédéral a présenté à l'assistance ses collaborateurs qu'il compte travailler ensemble pour l'intérêt du peuple congolais. Il s'agit notamment de MM. Eustache Baku (vice-président chargé des finances), Kayele JBB (vice-président chargé de l'administration), Christophe Kabeya (vice-président chargé de la Communication et son secrétaire exécutif Chris Mukuna Mutombo, de Mme Mamie-Gisèle Ntondele (vice-présidente de la ligue des femmes avec ses deux secrétaires exécutifs : Beya Emboli et Valérie Evala, Maître Bobo Mbayiluboya secrétaire exécutif de la ligue des jeunes. Il faut dire qu'un beau vent se respire déjà au sein de ce parti à travers les catégories des personnes alignées dans cette mouture.

Installé nouvellement président fédéral de MSC/Limete dans le district de Mont Amba, Tix Ilunga a été

honoré de la présence d'autres cadres du parti dont les fédéraux de N'sele, Maluku, N'djili, Matete, Masina, Lemba et Ngaba mais aussi du fédéral de Maï-Ndombe.

Dans son adresse, M. Tix Ilunga a donné quelques grandes lignes du travail qui sera effectué dans sa juridiction. Ainsi, le comité se prépare pour implanter les sectionnaires et les sous-sectionnaires à travers les coins et recoins de sa municipalité. Il a invité les congolais et congolaises à s'adhérer massivement au MSC qui soutient la vision du chef de l'Etat, président de la République Démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Une fois adhérente au parti tout en étant membre, la personne bénéficiera des soins de santé gratuitement en cas d'une maladie quelconque qui se manifeste.

Prenant la parole à son tour, le secrétaire général adjoint du parti, Mbo Coco a salué la bravoure de l'autorité morale du MSC, Laurent Batumona qui travaille d'arrache-pied pour vulgariser les valeurs démocratiques et de la bonne gouvernance. Il a insisté sur l'accompagnement de sa formation politique à la réélection du Chef de l'Etat à son poste. Il est temps, a-t-il dit de se préparer maintenant pour gagner la bataille et conquérir le pouvoir.

*A Moanda dans le Kongo-Central*

# Les infrastructures de pêche construites depuis 3 ans toujours pas opérationnelles

Les pêcheurs de Moanda, au Kongo-Central, ont bénéficié d'un certain nombre d'infrastructures pour la promotion de leurs activités ainsi que le développement socio-économique de leur communauté. Malgré la construction de ces infrastructures, financée par des organisations internationales depuis quelques années, la pêche n'a pas progressé à Moanda.

Des infrastructures de pêche ont été construites à Moanda grâce aux cofinancements du Fonds mondial de l'environnement et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Moanda-Village, l'un de grands villages de ce territoire où s'est rendu mardi 5 octobre un reporter de Radio Okapi, abrite un de ces ouvrages : un complexe de séchage et de transformation des produits de pêche. Il est composé notamment des six plaques solaires pour le séchage des poissons salés et de deux fours thermiques pour la production des poissons fumés.

A côté de ce complexe, le PNUD a construit, pour le même village, une unité de production d'aliments pour bétails. Un peu plus loin, au village Nsia Mfumu, les pêcheurs ont bénéficié d'un petit marché moderne, où ils peuvent vendre dans de bonnes conditions sanitaires leurs produits de pêche.

**" Un fonds de démarrage "**

Mais aucun de ces ouvrages, bien que terminés depuis deux ou trois ans, ne fonctionne.

Les pêcheurs, regroupés dans des coopératives villageoises, estiment qu'il leur faut des moyens financiers

pour utiliser ces infrastructures.

" Il nous faut un fonds de roulement, un fonds de démarrage pour commencer avec la production d'aliments pour bétails ", affirme un pêcheur de Moanda-village.



cheur de Moanda-village.

Pour vendre les poissons dans le marché moderne, qui leur a été construit, les pêcheurs posent encore un préalable.

**" Que le PNUD construise une chambre froide "**

Sur la plage du village Nsia Mfumu, quelques pêcheurs qui s'activent autour de leurs pirogues déclarent :

" Nous demandons d'avoir une chambre froide dans ce marché, pour conserver les poissons frais qu'on n'aura pas vendus le même jour...

Nous voulons qu'on nous construise cette chambre froide... Nous attendons que le PNUD construise une chambre froide dans ce marché " .

Pour certains acteurs sociaux de

Moanda ces motifs avancés par les pêcheurs n'expliquent pas la non-utilisation de tous les autres ouvrages, notamment les plaques solaires pour le séchage des poissons salés et les fours thermiques pour la production des poissons fumés.

Ils imputent plutôt cette attitude au manque d'appropriation du projet par les communautés locales bénéficiaires et surtout au " manque de volonté dans le chef des autorités tant provinciales que nationales " qui devraient accompagner ce projet.

En effet, selon les termes du projet, le gouvernement doit participer au cofinancement. Le montant de celui-ci n'a pas été révélé au reporter de Radio Okapi par les gestionnaires du projet.

Mais à ce jour, affirme le point focal du PNUD à Moanda, aucun fonds n'a été décaissé par le gouvernement pour remplir sa part du contrat.

**Le gouvernement doit s'investir...**

Entre-temps, ces ouvrages construits, pour soutenir la production et le développement de la pêche ainsi que l'économie locale à Moanda, pointeront sous les vents portés par les vagues de l'Océan Atlantique. Les pêcheurs, eux, continuent de travailler avec des moyens rudimentaires.

" Par exemple, nous utilisons des pirogues alors que nous devrions avoir des bateaux de pêche ", déplore un pêcheur de Moanda-Village, en désignant du doigt son embarcation vétuste.

Cette situation ne leur permet pas de faire face à la concurrence d'entreprises de pêche, tenues pour la plupart par des expatriés, qui disposent de moyens plus modernes, dont des bateaux de pêche.

L'adjoint du chef de village Nsia Mfumu appelle le gouvernement à s'investir pour que les infrastructures construites en faveur des pêcheurs de Moanda, par le PNUD et le Fonds mondial de l'environnement, soient opérationnelles.

RO/LRP

*Sur demande de l'Inspection générale des finances*

## 19 sociétés en voie de perdre leurs autorisations d'importation et commercialisation des produits pétroliers au Haut-Katanga

Sur instruction du ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu, 19 sociétés prises dans la contrebande au Haut-Katanga vont faire face à deux mesures conservatoires.

D'un côté, ces sociétés vont se voir retirer temporairement leurs contrats de fourniture.

Et de l'autre, le secrétaire général aux Hydrocarbures devra procéder à la suspension de leurs autorisations d'importation et commercialisation du pétrole sur l'étendue de la République Démocratique du Congo.

Ces mesures décidées par le ministre des Hydrocarbures sont consécutives à la correspondance lui adressée par l'Inspection Générale des Finances (IGF), par le truchement de l'Inspecteur général chef de service Jules Alingete, le 8 octobre 2021.

Dans ce document, l'IGF a sollicité le retrait temporaire des contrats de fourniture des produits pétroliers et la suspension des autorisations d'importation et commercialisation des 19

sociétés opérant dans le secteur au Haut-Katanga impliquées dans la fraude douanière.

ral du ministère en vue de faire exécuter cette demande dans le souci de mettre hors d'état de nuire ces entre-

prises ont jusqu'au 20 octobre prochain pour s'exécuter dans le paiement à l'État de la somme due.

Didier Budimbu qui tient personnellement à l'application stricte de ces instructions ne compte pas tolérer le laxisme en y veillant de façon scrupuleuse, afin de mettre fin à ces pratiques mafieuses qui font échapper des sommes énormes des caisses de l'État.

La Cellule de communication du ministère des Hydrocarbures explique que ces mesures sont prises à titre conservatoire. Et ce, en attendant la convocation d'une réunion de clarification qui se tiendra au cabinet du Ministre des Hydrocarbures, le 20 octobre 2021, à 11h. Y prendront part outre les experts du ministère des Finances et ceux de l'IGF, deux délégués de chaque entreprise concernée par ces mesures.

Zooméco/LRP



*Le ministre des Hydrocarbures, Didier Budimbu*

Faisant suite à cette sollicitation et dans le souci d'assainir son secteur, le patron des Hydrocarbures de la RDC a instruit le Secrétaire gé-

néral du ministère en vue de faire exécuter cette demande dans le souci de mettre hors d'état de nuire ces entreprises prises dans la contrebande et la fraude douanière.

Cette correspondance du Ministre des Hydrocarbures renseigne que ces

# Le Haut-Uélé doté de 10 bus Transco

Par Gilbert Risasi Sindano

La province du Haut-Uélé issue du démembrement de l'ex - province Orientale vient d'acquérir dix (10) bus de marque Volvo de la Société de transport en commune Transco. Le bateau M/B Mont Carmel Tuende Basi qui a transporté ce charroi automobile a accosté au port public de la Société Commerciale des Transports et Ports (SCPT, ex - ONATRA) de la ville de Kisangani le samedi 02 octobre 2021, après 18 jours de navigation fluviale en provenance de Kinshasa.

La Direction générale de Transco a prévu un container de pièces de rechange et un camion porte - char pour son acheminement à Isiro, capitale provinciale du Haut - Uélé, arrivés à Kisangani à bord de la même unité flottante.

Selon le chef du convoi, M. Alexis Ndobu Anatane, les 10 bus ont une capacité de 49 places assises chacun et font partie de la dernière acquisition du gouvernement au profit de la société Transco. Ils sont entièrement électroniques. Dix (10) chauffeurs recrutés au Haut - Uélé ont été envoyés en formation à la Transco à Kinshasa.

A l'en croire, la dotation de la province du Haut - Uélé en ces engins de transport en commun a été précédée par un long processus, notamment l'envoi des missions sur place pour certifier l'état des routes pour leur mobilité (ministère des Transports, Voies de communication et

Désenclavement, Présidence de la République, etc.)

M. Alexis Ndobu a précisé que les itinéraires où seront affectés ces bus ont été retenus et programmés à partir de Kinshasa et apparaissent en écrits lumineux et bande passante devant les engins : Centre - ville - Aéro

lée à réaliser des recettes.

## Manifestation de joie

Cette dotation a été accueillie avec joie et allégresse par la communauté du Haut-Uélé vivant à Kisangani à travers " Les Amis de Christophe Baseane Nangaa ", coordonnés par Mme Thérèse Natho Mangakia. Ils ont

tre temps sur terrain que dans le bureau ", a déclaré la coordinatrice des Amis de Christophe Baseane Nangaa de la diaspora de la Tshopo à Kisangani.

Elle a rassuré que cette structure est présente partout en République Démocratique du Congo où se retrouvent les ressortissants de la province du Haut - Uélé qui sont engagés à soutenir les actions de leur gouverneur.

A l'attention des filles et fils du Haut - Uélé bénéficiaires de cette dotation, Mme Thérèse Natho leur a demandé de protéger ces biens et de prouver qu'ils sont et demeurent un peuple civilisé.

" J'exhorte les filles et fils du Haut - Uélé de servir d'exemple et de faire preuve de leur bonne éducation dans l'utilisation de ces bus ", a clamé la coordinatrice des Amis de Christophe Baseane Nangaa vivant à Kisangani.

Dans leurs commentaires, ceux qui ont séjourné au Haut - Uélé saluent les efforts consentis par Christophe Baseane pour désenclaver sa province. Des chantiers sont ouverts ici et là afin de réhabiliter certaines routes en terre battue et relier ainsi les territoires entre eux et avec les autres provinces et vers les frontières avec les pays voisins.

La dotation à la province de Haut - Uélé en bus TRANSCO par le gouvernement de la République n'est que



Vue de trois des dix bus TRANSCO au port de la SCTP à Kisangani (Photo Cerise Mtoro/RTA)

- Magabe - Gosamo ; Isiro - Wamba - Nyangara - Mambasa - Bunia ; Isiro - Dungu - Nyangara, etc.

Ces itinéraires prouvent que ces bus TRANSCO ne desserviront pas uniquement la province du Haut - Uélé, mais ils relieront aussi celle - ci avec d'autres provinces. Selon une source proche de la délégation, c'est la rentabilité qui sera privilégiée dans l'affectation des bus sur différentes lignes étant donné que la société est appe-

marqué leur présence à la cérémonie de réception de ces engins roulants, le mardi 05 octobre 2021, au port public de la SCTP, munis d'un calicot sur lequel on pouvait lire : " Les Amis de Christophe Baseane Nangaa (CBN) basés à Kisangani soutiennent à 100% ses actions à impact visible dans la province du Haut - Uélé ".



Les Amis de CBN posent en famille devant un bus (Photo Cerise Mtoro/RTA)

Avant de se livrer aux chants et dense à l'honneur du président de la République Félix - Antoine Tshisekedi et du gouverneur du Haut - Uélé Christophe Baseane Nangaa.

Dans sa déclaration, Mme Thérèse Natho Mangakia a remercié le Bon Dieu, Maître des temps et des circonstances, le président Félix Tshisekedi d'avoir réalisé sa promesse faite à la population du Haut - Uélé et le gouverneur de cette province, M. Christophe Baseane Nangaa qu'elle a qualifié d'incomparable de par ses actions.

" Notre joie est immense à tel enseigne que nous ne savons pas comment vous remercier. Nous sommes fiers de vous dans la mesure où nous sommes les premiers à bénéficier de ces bus. Vous passez le clair de vo-

couronnement du travail bien fait par Christophe Baseane, estiment - t - ils.

Soulignons que le convoi a quitté Kisangani pour Isiro via Bafwasende et Nia - Nia le dimanche 10 octobre 2021, laissant les Boyomais dans les commentaires en sens divers.

A partir de Kisangani, TRANSCO peut être utile pour désenclaver l'Est en desservant les lignes suivantes : Kisangani - Walikale via Lubutu (±450 km), Kisangani - Bunia - Beni via Bafwasende (±751 km), Kisangani - Isiro via Nia - Nia (±591 km), Kisangani - Opala (±256 km), Kisangani - Ubundu (±128 km), Kisangani - Basoko via Yangambi (±270 km). Deux défis majeurs : réhabiliter tous ces tronçons et instaurer la sécurité. Ce qui ferait la fierté du gouvernement Sama Lukonde, dit des Warriors

## En vente

Hôtel neuf, 50 chambres  
R.CH + 2 + Eau de Forage/  
en permanence, jamais  
habité

Lieu - Q/Munkole/Mont-  
Ngafula/Kinshasa / RDC

Convient pour : un  
couvent, collège, foyer  
social, une université ou  
une résidence, dans un  
environnement sécurisé

Fonctionnel

immédiatement

Prix : 1.500.000 \$ US  
Tél : (+243)852688252-  
825123189- 899291061

## Construction d'un barrage dans le parc Upemba : 185 ONG saisissent Félix Tshisekedi

Cent quatre-vingt-cinq organisations de la société civile ont dénoncé les "travaux d'érection du barrage hydroélectrique", de Sombwe sur la rivière Lufira dans le parc de l'Upemba, dans la province du Haut-Katanga. Elles l'ont fait à travers une lettre ouverte du 4 octobre adressée au chef de l'Etat.

Pour ces ONG, la "survie de la biodiversité dans ce parc est menacée" et il y aura la "diminution du volume d'eau", ce qui priverait des milliers des personnes de leurs activités principales, dont la pêche.

Mais, la société Kipay investment, initiatrice de ces travaux, rejette ces accusations et les trouve infondées.

"Le principe même du barrage hydroélectrique, c'est de prendre l'eau, la turbiner et la remettre dans la rivière immédiatement après. Et c'est le principe que nous avons utilisé. Regardez très bien après tous les barrages hydroélectriques ce sont les pêcheurs qui sont tout autour. Et que si c'était vrai après tous les barrages

qui sont au Congo, il n'y aurait pas

Selon lui, "pour l'électrification du



Une vue aérienne du Parc d'Upemba dans la province du Katanga

d'eau", a réagi Éric Monga, responsable de la société Kipay.

Congo comme le chef de l'Etat l'a dit, il faut la promouvoir, il faut promouvoir

voir ces initiatives pour que afin que notre pays par nous-même nous puissions sortir de cela. Je ne comprends pas comment est-ce que nous pouvons refuser le développement".

Il assure par ailleurs que toutes les études environnementales ont été menées et ce barrage ne présente aucun danger :

"J'ai eu des études environnementales préalables qui ont été faites. Ces études sont l'émanation des termes de références qui m'ont été données par l'agence congolaise de l'environnement et en plus il y a un comité de pilotage. Les environnementalistes sont-là pour prévenir les effets néfastes et en revanche avec une vue pour aller de l'avant. Ces études ont été approuvées et acceptées parce qu'elles ont été défendues, selon les règles de l'art. Et dans ces études, on montre très bien que les effets bénéfiques seront plus grands que ce que les autres sont en train de dire".

LRP

## L'ARPTC estime à 47,1% le taux de pénétration de la téléphonie mobile en RDC

L'Autorité de régulation de la Poste et des télécommunications au Congo (ARPTC), à travers son Observatoire du marché de la téléphonie mobile, estime à 47,1% le taux de pénétration global de la téléphonie cellulaire en République démocratique du Congo, selon les récentes statistiques du premier trimestre 2021.

Il est indiqué dans ce rapport que le secteur des PT-NTIC n'est pas encore attractif en RDC. C'est ainsi que pour attirer des investisseurs dans le secteur, les spécialistes suggèrent l'autofinancement pour l'acquisition des équipements. Le ministre pour sa part, avait annoncé le déploiement de 54.000km de fibre optique pour autant que les 4.000km existant le sont en lambeaux.

Le déploiement aura un impact sur le taux de pénétration cellulaire, sur la fracture numérique, sur le coût d'appel et d'internet, estime pour sa part Me. Séraphin Umba, Directeur de cabinet du ministre des PT-NTICS.

Selon lui, les opérateurs de la téléphonie mobile ont une licence nationale et la fracture numérique et le taux faible soit 41% sont là l'une des conséquences de la "roublardise" de ces multinationales.

Il suffit tout simplement, illustre-t-il, pour s'en rendre compte, "de parcourir la ligne Kinshasa-Matadi en regardant le jauge du réseau sur le téléphone." Vous manquerez combien de fois la couverture

réseau et sur une distance de combien de kilomètres", renseigne-t-il.

Selon lui, pour les opérateurs de la téléphonie mobile, la raison est dans le calcul commercial. "Ils disent que nous ne pouvons pas installer une infrastructure qui coûte 200.000\$ dans un village de 150 personnes, il y aura manque à gagner. Alors qu'ils ont sollicité une licence nationale", souligne ce ressortissant de l'Unikin.

Quid de la prise en charge recommandée par le gouvernement ?

Me Umba recommande aux compatriotes congolais de payer le RAM pour doter au Gouvernement le moyen de s'équiper et permettre à l'État de reprendre sa souveraineté dans le secteur de PT-NTICS.

Le système RAM vient combler les insuffisances du système fiscal congolais, qui est déclaratif, fait observer le Dircab, du moment où ces opérateurs déclaraient à l'administration fiscale 28.000.000 seulement d'abonnés environ.

Pendant, grâce à l'enregistrement automatique des terminaux mobiles, l'État découvre la tromperie de ses partenaires.

38.000.000 d'abonnés opérationnels... Soit une différence de 10.000.000 d'abonnés environ. Manque à gagner aussi bien pour les citoyens que pour l'État.

ACP/LRP

## RDC : les recettes des comptes spéciaux projetées à 1 249,8 milliards de FC en 2022

A travers son projet de Loi des Finances publiques de l'exercice 2022 déposé à l'Assemblée nationale pour examen par élus, le Gouvernement congolais ambitionne d'élever le niveau de collecte des recettes des comptes spéciaux à 1 249,8 milliards de francs congolais (FC) au cours de cet exercice budgétaire.

D'après les projections du Gouvernement congolais, ces recettes devraient connaître un taux d'accroissement de 77,9% par rapport à leur niveau fixé à 702,6 milliards de FC dans la Loi des Finances de l'exercice budgétaire 2021.

"Les recettes des comptes spéciaux, évaluées à 1 249,8 milliards de CDF et enregistrent un taux d'accroissement de 77,9% par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 chiffré à 702,6 milliards de FC", renseigne le projet de Loi des Finances de l'exercice budgétaire 2022.

En effet, les recettes des comptes spéciaux se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spé-

cialité répertoriés à ce jour notamment : le Fonds National d'entretien routier (FONER); le Fonds de promotion de l'Industrie (FPI); les régies des voies aériennes RVA notamment à travers la taxe GO-PASS; le Fonds de promotion de l'éducation (FPEN); Fonds de promotion de la culture (FPC); Fonds de contrepartie; Office des petites et moyennes entreprises (OPEC); Fonds forestier National (FFN); Cadastre minier (CAMI) Fonds de promotion du tourisme (FPT) et le Fonds minier pour les générations futures (FOMIN).

Signalons qu'au premier semestre de l'année en cours, soit à fin juin 2021, les recettes de cette catégorie (comptes spéciaux) se sont chiffrées à 421,4 milliards de FC contre des prévisions linéaires de 351,3 milliards de FC.

Ces recettes ont enregistré ainsi un taux de réalisation de 120,0% au cours de cette période de l'exercice budgétaire 2021.

LRP

## Travaux d'assainissement à l'aéroport national de Mbuji-Mayi

Les chefs des divisions de la direction provinciale de la Régie des voies aériennes (RVA) du Kasai Oriental, chefs des services, cadres et agents, ont effectué samedi, des travaux d'assainissement des alentours de l'aéroport national de Mbuji-Mayi, sous la conduite de leur directeur Romain Tshinyama Kabongo, initiateur de l'activité.

L'assainissement a consisté au ramassage des sachets, papiers et autres masques usagés, le débroussaillage des espaces verts en

arrachant la mauvaise herbe, le balayage du tarmac, parking et allées à l'intérieur des installations aéroportuaires et blocs sanitaires.

Le directeur provincial de la RVA Romain Tshinyama a déclaré à l'ACP, à l'issue de l'assainissement, que l'objectif est d'inculquer aux agents et cadres de son ressort, la culture de la propreté dans leur milieu de travail, et pousser aussi les passagers à l'intérioriser.

ACPI/LRP

## **Théo Ngwabidje a lancé les travaux de construction d'un nouveau pavillon consacré aux urgences à l'hôpital de Monvu**

Par Bibiche Mungungu

Le gouverneur Théo Ngwabidje a lancé les travaux de construction d'un nouveau pavillon consacré aux urgences à l'hôpital de Monvu dans le territoire d'Idjwi.

C'est par un signe symbolique de pose de la première pierre que le chef de l'exécutif provinciale accompagné de sa majesté mwami Roger Ntambuka, a lancé les travaux d'érec-

semble a vivement remercié l'autorité provinciale du Sud-Kivu qu'elle a affectueusement appelé " omwana werhu ", (notre digne fils), pour sa politique de proximité et son action posée qui vient répondre à leurs doléances et celles des élus provinciaux du coin.

Pour l'autorité provinciale, qui a toujours placé l'homme au centre de toutes ses actions et qui a décidé de

dans tous les 8 territoires que compte la province dans le secteur de la santé, de l'éducation et d'infrastructures routières.

Le chef de l'exécutif provincial du Sud-Kivu a sensibilisé la population d'Idjwi à collaborer avec les forces de l'ordre pour lutter contre l'insécurité

nement de l'hôpital de Monvu au cours d'une visite guidée par le Dr Pacifique Chiralwirwa, médecin-directeur et les sœurs de la compagnie de Marie qui gèrent cet hôpital qu'il a félicités et tout leur staff pour le bon travail dans cette structure sanitaire qui fait la fierté de la province. Il a promis de revenir à Idjwi dans les tout prochains



L'hôpital de Monvu dans le territoire d'Idjwi, chefferie Ntambuka. Photo Gouvernorat du Sud-Kivu

tion d'un pavillon de prolongement de l'hôpital de Monvu dans le territoire d'Idjwi, chefferie Ntambuka, dimanche 10 octobre 2021.

Ce nouveau bloc d'urgence qui vient renforcer l'hôpital de Monvu sera constitué aussi de 2 salles de consultation et tous les services de comptabilité de l'hôpital. Les travaux sont financés par le gouvernement provincial du Sud-kivu sous le leadership du gouverneur de province et

doter sa province des infrastructures modernes de base, la construction de ce bâtiment est l'une des réponses aux besoins sociaux de ses administrés d'Idjwi-sud. Une action qui pourra s'étendre aussi à Idjwi-nord, et ce en conformité avec la devise du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui est " le peuple d'abord ". Sur place à l'hôpital de Monvu, Théo Ngwabidje a pris en charge les frais des malades, en majorité des femmes



En compagnie du mwami Roger Ntambuka, le gouverneur Ngwabidje pose la première pierre pour de travaux de construction d'un nouveau pavillon de l'hôpital de Monvu

dans leur milieu et ceci pour contribuer au développement de leur territoire. Après la pose de la première pierre, l'autorité provinciale s'est rendu compte avec satisfaction du fonction-

jours pour lancer les travaux de construction d'une école à Boza et à Kibanda au nord de l'île d'Idjwi puis suivront ceux des infrastructures routières.



Le gouverneur Théo Ngwabidje accompagné du mwami Roger Ntambuka de la chefferie Ntambuka

exécutés par l'entreprise " Maison de bâtisse " pour une durée de 4 mois hors intempéries. À la fin des travaux, le bloc construit sera équipé par le gouvernement provincial.

La population d'Idjwi dans son en-

et des enfants qui avaient du mal à payer leurs factures.

Ces projets de développement lancés aujourd'hui à Idjwi par le gouverneur s'inscrivent dans une suite logique des projets en cours d'exécution

# En vente

## Immeuble

### R.CH + 1, Comprenant :

\* 3 appartements  
+ 1 studio  
+ 1 entrepôts

### + 1 Bureau

### Sur un terrain de plus de 600 m<sup>2</sup>

### Prix: 400.000 \$ US négociable

### Adresse : 3ème Rue Industriel, Kinshasa/ Limete

### Tél : (+243)852688252- 825123189- 899291061



## Le ministre de l'EPST affirme que les enseignants grévistes sont dans un combat " contre la gratuité "

Le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) Tony Mwaba invite les enseignants grévistes à faire attention à la " manipulation " de certaines personnes " mal intentionnées ".

S'adressant à certains enseignants de Kinshasa venus le soutenir ce lundi 11 octobre 2021, le Ministre de l'EPST a évoqué une certaine manipulation dans la lutte que mènent les enseignants. Selon lui, certaines personnes ne faisant pas partie du corps enseignant sont même impliquées dans ce dossier pour " attiser le feu ".

Pour Tony Mwaba, le vrai problème de ces enseignants n'est pas l'augmentation du salaire, mais plutôt un combat contre la gratuité de l'enseignement de base, prônée par le chef de l'Etat Felix Tshisekedi.

" Ceux qui mobilisent les enseignants d'aller en grève ne sont même pas dans les syndicats des enseignants. J'ai vu quelqu'un qui est di-

recteur au Secrétariat général, donc dans l'administration publique, mais qui va mobiliser les enseignants à la

blème dans cette affaire, c'est le combat contre la gratuité," indique Tony Mwaba.



Tony Mwaba, ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST)

grève. J'ai vu quelqu'un qui se dit qu'il est du syndicat catholique mais qui va dans les écoles kimbanguistes, islamiques et officielles pour chasser les enseignants et les élèves. Ce n'est pas cohérent, vous devez faire attention à la manipulation. Le vrai pro-

blème ajoute que : " Si c'est pour les intérêts des enseignants, c'est pris à bras le corps. Quelqu'un m'a dit les 40 mille francs qu'on a ajoutés, c'est quoi. C'est bien de le dire, mais c'est un geste de bonne foi. Si

vous multipliez ça par le minimum de 600 mille enseignants, multipliez par 12 mois, pour quel Budget ? Tout ceci n'est même pas intégrée dans le budget. Mais on a fait ce geste ", déclare-t-il.

Selon Tony Mwaba, " même si on paie la totalité de la prime de brousse ", tout le deuxième et le troisième palier, " les ennemis de la gratuité " trouveront toujours quelque chose pour créer des problèmes, parce que " leur problème c'est la gratuité, et c'est ce qui fait mal ".

Il sied de souligner que malgré la menace du Gouvernement de désactiver tous les enseignants grévistes de la liste de paie, plusieurs syndicats des enseignants ont décidé de camper sur leur décision, promettant de poursuivre la grève. Ces derniers ne jurent que sur l'amélioration de leurs conditions, avant de reprendre le chemin de l'école.

RO/LRP

## EPST : le président de " la coordination des écoles conventionnées " appelle les enseignants à reprendre le travail

Les coordonnateurs des écoles conventionnées ont répondu ce lundi 11 octobre 2021 à l'invitation du professeur Tony Mwaba Kazadi, ministre de l'Enseignement pri-

maire, secondaire et technique. Étant gestionnaires, les coordonnateurs des écoles conven-

nées affirment que cette situation impacte le fonctionnement des établissements scolaires.

nale des écoles conventionnées dénonce la procédure. " Nous devons connaître quels sont les syndicats qui gèrent nos enseignants, c'est pourquoi, nous

déclaré, tout en rappelant que la grève se passe au lieu du travail.

Il a par ailleurs, annoncé la reprise des négociations entre le gouvernement et le banc syndical.

" Le Ministre de l'EPST, le professeur Tony Mwaba Kazadi a déjà signé depuis vendredi dernier, le retour des discussions ", a-t-il annoncé

Pour le révérend Guy David Kabangu, le banc syndical doit mettre cette grève en éveil pour discuter avec le gouvernement.

" Au cas où, il n'y pas entente entre le gouvernement et le banc syndical, les syndicalistes peuvent alors lancer un mot d'ordre ", a-t-il conclu.

Peu avant cette réunion, le ministre Tony Mwaba a dénoncé le piège tendu contre la réussite de la gratuité de l'enseignement de base matérialisée par le président Tshisekedi.

Face à cette situation de la grève qu'il appelle illégale dans certaines écoles conventionnées de la République Démocratique du Congo, le professeur Tony Mwaba a appelé les enseignants à la vigilance.

Africa 24 sur 24 /LRP



maire, secondaire et technique. Organisée au cabinet du ministre à Kinshasa, cette réunion était axée essentiellement sur l'évaluation de la situation qui prévaut actuellement dans ce sous-secteur, situation liée à la grève de certains

tionnées affirment que cette situation impacte le fonctionnement des établissements scolaires.

Tout en reconnaissant le droit à la grève reconnu par tout employé, le Révérend Guy David Kabangu, président de la coordination natio-

avons répondu à l'appel du ministre afin qu'il nous donne la liste de tous les syndicalistes reconnus officiellement et qu'ils ont le droit de passer à nos écoles et donner leur mot d'ordre comme ils veulent mais en respectant la loi " a-t-il

## Bosco Puna : " Désactiver les enseignants grévistes est une violation grave de la constitution "

Jean-Bosco Puna, secrétaire général du Syndicat des enseignants catholiques (Synecat) estime que désactiver le salaire des enseignants grévistes est une violation grave de la constitution. Il s'est exprimé le dimanche 10 octobre à Kinshasa. En effet, sur instruction du ministre de l'EPST, le secrétariat de l'EPST a décidé de désactiver et retirer de la liste de paie les enseignants qui n'ont pas été trouvés sur le lieu de service alors qu'ils sont en grève.

Cette décision est décriée par les ONG de défense des droits de l'homme, qui évoquent le non-respect du droit de grève et des procédures disciplinaires et administratives.

Le Synecat accuse le ministre de l'EPST d'envenimer la situation et se réserve le droit de porter plainte contre Tony Mwaba.

" Le Synecat et la synergie des

syndicats des enseignants de la RDC se mobilisent pour porter plainte contre le ministre de l'EPST pour ces violations, qui rappellent le vieux temps de la dictature. C'est en principe le ministre de l'EPST qui envenime la situation sur terrain. Au lieu de répondre aux revendications des enseignants, le ministre recourt à des méthodes fortes ", a noté Jean-Bosco Puna.

A cet effet, selon lui, " le Synecat et la synergie des syndicats des enseignants de la RDC qui a lancé le mot d'ordre de non reprise du travail, demande à tous les enseignants de poursuivre la grève jusqu'à ce que le gouvernement va répondre aux revendications des enseignants ".

Il plaide pour l'implication du Premier ministre et du chef de l'Etat pour résoudre cette crise.

LRP

## Jean-Claude Katende : " Que la grève des enseignants soit légale ou sauvage, ils ont pleinement raison "

Le président de l'Association Africaine de Défense de Droits de

une insulte. Du président de la République aux ministres en passant par les députés, qui peut oser travailler pour un tel salaire par mois ? Je soutiens les enseignants vraiment ", a-t-il Twitté.



l'Homme (ASADHO), Jean Claude Katende soutient totalement la grève des enseignants à Kinshasa en République Démocratique du Congo. Il est contre la décision du gouvernement de désactiver les enseignants grévistes qui, d'après lui, ont raison de grever.

" Que la grève des enseignants soit légale ou sauvage, ils ont pleinement raison. 180 USD comme salaire, c'est

D'ajouter, " Le Président Félix Tshisekedi et son gouvernement doivent humaniser l'enseignement. Un enseignant qui touche 180 USD par mois à Kinshasa, qu'est-ce qu'on peut attendre de lui en terme de travail ? On préfère ajouter de l'argent aux députés qu'aux enseignants ", a regretté ce défenseur de droits de l'Homme.

En rappel, le ministre Tony Mwaba avait donné l'instruction de désactiver tous les enseignants grévistes, car, selon lui, leurs revendications ne sont pas fondées.

Les inspecteurs se sont rendus jeudi 07 octobre 2021, au collège Boboto et au Lycée Bosangani, où ils ont exécuté l'ordre du ministre.

### La Fondation femmes et STEM asbl

## Selon la Président Clarisse Falanga : " La foire d'innovation scientifique et technologie au féminin, une autre lecture de la femme "

Eduquer une femme c'est éduquer toute une nation dit-on. Pour la femme, conseillère, celle qui a reçu de Dieu la mission de procréer et pour d'aucuns, tout projet de développement sans la femme échoue.

En effet, avec la foire d'innovations scientifiques et technologiques au féminin, Madame la présidente Clarisse Falanga de la fondation Femmes Stem Asbl fait une autre lecture de la femme. Elle situe la femme dans un contexte et justification qui à l'heure actuelle de la mondialisation dans lequel les enjeux se redéfinissent. Les filières des Sciences, Technologies, Engineering et Mathématiques et pour notre Congo en particulier souligne-t-elle tout en indiquant qu' au vu du rôle incontournable que joue la femme dans l'éducation et l'édification d'un peuple, le devoir d'un encadrement conséquent lui est d'une inestimable importance aussi bien dans l'épanouissement de son potentiel que dans l'exécution de sa mission dit-elle. Elle a mis l'accent sur la mission de la fondation qui est celle d'éclorre, de valoriser, d'encadrer des initiatives et innovations de cette jeunesse féminine ayant choisi ce créneau de la connaissance axé dans les STEM.

Mme Clarisse Falanga indique, en outre que eu égard à ce qui précède, la Fondation Femmes et STEM Asbl

LEGE BOBOTO / KINSHASA GOMBE. Cette foire avait pour plus-value de contribuer à l'efflorescence



a organisé la première édition de la Foire des Innovations Scientifiques et Technologiques qui s'est tenue du 20 août au 22 2021 dans la cours du COL-

de la gente féminine en herbe en l'encourageant à promouvoir ses initiatives conclue madame la présidente CLARISSE Falanga. Point n'est be-

soin de rappeler encore le rôle de premier plan joué par la femme qui contribue à 80 pour cent économiquement dans les ménages, c'est elle qui aussitôt a compris la notion de l'autonomisation à côté e l'homme par son savoir-faire ou être, subvenir aux besoins, être compétitive à côté de l'homme, aller de l'avant, construire, idée géniale de la présidente Falanga Clarisse, visionnaire, soucieuse de la condition féminine, que la femme se retrouve par son savoir-faire ou être, par son éducation, montrer de quoi elle est capable, convaincre sans complexe et être effectivement intégrée. Pour tout observateur

averti, cette lecture de la femme par la présidente de la fondation Clarisse Falanga est venue à son heure car faisant suite à des nombreuses initiatives antérieures en RD Congo notamment l'émancipation de la femme, la condition féminine, genre famille et enfant, le centre congolais de la famille et enfant de professeur Masiala ma Solo entre autres.

Les partenaires comme WIDAL, CASTEL, GEMS, EDUCATION, ICAM entre autres ont accompagné l'initiative combien louable.

AMK

Idjwi Nord au Sud-Kivu

## L'école primaire Esther Fonseca inaugurée

Par Bibiche Mungungu

Le gouverneur du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje a procédé, dimanche 10 octobre à l'inauguration de l'école primaire Esther Fonseca à Businga,

de l'éducation au Sud-Kivu.

La population bénéficiaire a exprimé sa reconnaissance envers ces partenaires internationaux et à l'autorité provinciale du Sud-Kivu pour sa



L'école primaire Esther Fonseca à Businga, dans le groupement de Bugarula, chefferie de Rubenga dans le territoire d'Idjwi-nord inauguré le 10/10/2021. Photo gouvernorat du Sud-Kivu

dans le groupement de Bugarula, chefferie de Rubenga dans le territoire d'Idjwi-nord.

Cette école primaire dispose de six classes et peut accueillir plus de 200 enfants issus des familles pauvres de l'île d'Idjwi. Elle est une école privée de la fondation Karibu construite grâce à l'appui de quelques familles espagnoles et de la Junta de Castilla.

Le gouverneur de province qui a fait de l'éducation l'une de ses priorités, a salué le geste posé par ces familles espagnoles en faveur de ses administrés d'Idjwi, un geste qui vient appuyer ses efforts entrepris dans le secteur

détermination à promouvoir l'éducation dans sa juridiction.

Cette cérémonie s'est clôturée par la visite des salles des classes construites selon les normes internationales.

Dans le même ordre d'idée, le chef de l'exécutif provincial a informé la population d'Idjwi-nord du lancement imminent des travaux de construction de l'école Kibanda sur plaidoyer de l'honorable député provincial Fredy Maisha et ce en conformité avec la vision du chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, soucieux de l'éducation pour tous.

À Idjwi au Sud-Kivu

## Le gouverneur Théo Ngwabidje s'enquiert de l'évolution des travaux sur les ponts Karhulo et Kibalanganano

Par Bibiche Mungungu

Dans sa mission d'itinérance, dimanche 10 octobre 2021, le

Ntambuka en territoire d'Idjwi.

Ces travaux sont financés par le gouvernement



Travaux de réhabilitation du pont Kirhulo dans la chefferie Ntambuka en territoire d'Idjwi

gouverneur de la province du Sud-Kivu, Théo Ngwabidje Kasi a inspecté les travaux de réhabilitation des ponts Kirhulo et Kibalanganano dans la chefferie

provincial du Sud-Kivu et exécutés par le centre de promotion rural d'Idjwi (CPRI) pour une durée de 45 jours.

Accompagné de sa majesté le Mwami Ntambuka Roger et de l'honorable député provincial Gredy Maisha, le chef de l'exécutif provincial du Sud-Kivu s'est dit satisfait de l'évolution des travaux. Il a appelé les exploitants du sable, qui sont les usagers principaux de ces ponts à appuyer le gouvernement provincial dans la réhabilitation de ces ouvrages avant d'insister sur le respect du délai et la meilleure qualité de ces travaux.

Rappelons que les ponts ci-haut mentionnés relient les chefferies Ntambuka au sud et Rubenga au nord

LRP

## Des hauts responsables du PAM et de la Suède inaugurent la guesthouse Dag Hammarskjöld à Kananga

De hauts responsables du Programme alimentaire mondial des Nations unies et de la Suède inaugurent le mardi 12 octobre une nouvelle guesthouse humanitaire financée par la Suède à Kananga, chef-lieu de la province du Kasai Central). Cette maison porte le nom de l'ancien Secrétaire Général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, et cimente l'engagement du PAM à aider la population de la province du Kasai, en République démocratique du Congo, à construire un avenir prospère et durable après des années de conflit.

Le Directeur régional du PAM pour l'Afrique australe, Menghestab Haile, le Directeur de pays du PAM, Peter Musoko, l'Am-

bassadeur de Suède en RDC, Henric Rasbrant, Ulrika Eden l'Agence suédoise de protection civile (MSB), ainsi que le Gouverneur de la province du Kasai Central, Son Excellence Monsieur Tharcisse Kabatusuila Mbuyamba, seront présents à l'inauguration de la guesthouse Dag Hammarskjöld, au bureau du PAM à Kananga.

Cet événement marque le 60ème anniversaire de la mort du Secrétaire général Dag Hammarskjöld, tué dans un accident d'avion en 1961 à Ndola (Zambie) lors d'une mission pour la paix et la stabilité au Congo. Il intervient également au moment où le PAM entame un nouveau chapitre dans la province du Kasai Cen-

tral, passant de l'assistance d'urgence à court terme au soutien d'initiatives de développement à plus long terme - comme le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles locaux face aux chocs climatiques et autres.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies est le lauréat du prix Nobel de la paix 2020. Plus grand organisme humanitaire au monde, il sauve des vies en situations d'urgence et utilise l'assistance alimentaire pour ouvrir une voie vers la paix, la stabilité et la prospérité au profit de ceux qui se relèvent d'un conflit ou d'une catastrophe ou subissent les effets du changement climatique.

## Burkina Faso: le procès des auteurs présumés de l'assassinat de Sankara renvoyé au 25 octobre

Le procès des auteurs présumés du meurtre, pendant le coup d'État de 1987, du révolutionnaire burkinabè Thomas Sankara, alors président du pays âgé de 37 ans, a été renvoyé ce lundi au 25 octobre prochain, à la demande de deux avocates de la défense, qui ont demandé plus de temps

tes les parties sont donc convenues qu'un renvoi était raisonnable, compte tenu du peu de temps accordé à la défense pour prendre connaissance du dossier. " Nous voulons que ce procès soit exemplaire ", a rappelé Guy Hervé Kam, avocat des parties civiles.

président Compaoré, purge une peine de vingt ans de prison, pour une autre tentative de coup d'État, en 2015. Il est accusé, comme M. Compaoré, de " complicité d'assassinats ", " recel de cadavres ", " attentat à la sûreté de l'État ".

Des soldats de l'ancienne garde présidentielle de M. Compaoré, parmi lesquels l'ancien adjudant-chef Hya-

(CNR).

**? Grand format RFI : Qui a fait tuer Thomas Sankara ?**

À noter qu'une autre question a été tranchée : l'autorisation de filmer le procès n'a pas été accordée. Les parties civiles estimaient qu'il serait bon pour le pays de conserver des archives audiovisuelles. Une disposition de la loi prévoit que cela soit possible



À peine ouvert lundi 11 octobre 2021, le procès de l'assassinat de Thomas Sankara a été renvoyé au 25 octobre pour permettre aux avocats de la défense de consulter davantage le dossier. AFP - OLYMPIA DE MAISMONT

pour consulter les pièces du dossier.

À peine ouvert, ce lundi 11 octobre, le procès de l'assassinat en 1987 du " père de la révolution burkinabè ", Thomas Sankara, a été repoussé au 25 octobre prochain à 9 heures. Le président du tribunal militaire de Ouagadougou, M. Urbain Méda, a accepté une requête de deux avocates de la défense, qui estimaient ne pas avoir eu assez de temps pour consulter " les 20 000 pièces du dossier ". Elles

**Début du procès sur la mort de Thomas Sankara**

La veuve du président Sankara, Mariam, qui a récemment accordé un entretien à RFI, était présente à l'ouverture du procès. " C'est un jour de vérité pour moi, ma famille et tous les Burkinabè ", a-t-elle déclaré dans la matinée. Elle devra patienter encore un peu. En revanche, le principal accusé, l'ancien chef de l'État Blaise Compaoré, 70 ans, ne s'est pas



Gilbert Diendéré, visiblement décontracté dans le box des accusés, à l'ouverture du procès des meurtriers présumés de Thomas Sankara. AFP - OLYMPIA DE MAISMONT

cinthe Kafando, chef présumé du commando ayant assassiné Thomas Sankara, et actuellement en fuite, sont également accusés dans ce procès. Le 15 octobre 1987, quelques années après avoir été porté au pouvoir par un coup d'État en 1983, le capitaine Sankara a été tué avec douze de ses collaborateurs, alors qu'il dirigeait une réunion au siège du Conseil national de la révolution

dans les moments exceptionnels. Mais la cour en a décidé autrement. " C'est dommage, à l'avenir, nous n'aurons aucune trace, se désole Luc Damiba, secrétaire général du comité du mémorial Thomas Sankara. Les juges n'ont pas mesuré l'importance historique de ce procès, ni le besoin pour le continent africain de garder ces archives. "

RFI/LRP



Mariam Sankara, ex-première dame du Burkina Faso, le 11 octobre 2021 à Ouagadougou pour l'ouverture du procès des meurtriers présumés de son mari. AFP - OLYMPIA DE MAISMONT

avaient demandé un report d'un mois, au nom de " la manifestation de la vérité ". Elles ont obtenu deux semaines, alors que la capitale est actuellement sous haute sécurité pour ce moment important.

Commises d'office, relativement tard de surcroît, les avocates de la défense ont expliqué n'avoir obtenu le volumineux dossier d'instruction qu'un mois seulement avant l'ouverture du procès, relate notre envoyée spéciale à Ouagadougou, Gaëlle Laleix. Tou-

rendu au tribunal. L'ancien compagnon d'arme, ami intime et ministre de Thomas Sankara, porté au pouvoir en 1987 et renversé en 2014, vit en Côte d'Ivoire.

Douze des quatorze accusés étaient pour leur part présents à l'ouverture. Parmi eux : le général Gilbert Diendéré, 61 ans, apparu en tenue militaire. Celui qui figurait parmi les principaux chefs de l'armée burkinabè lors du putsch, avant de devenir chef d'état-major particulier du

**La Référence**  
*Plus*

**L'Info qui libère**

# L'Irak annonce l'arrestation d'un leader du groupe EI recherché par Washington

Les services de renseignement irakiens ont capturé, lors d'une opération hors d'Irak, un leader du groupe État islamique (EI), Sami Jasim al-Jaburi, recherché par les États-Unis et présenté comme un responsable financier de l'organisation jihadiste, a-t-on annoncé ce lundi 11 octobre de source officielle.

Washington offre une récompense de cinq millions de dollars pour toute information concernant ce responsable ayant joué " un rôle essentiel dans la gestion des finances " de l'EI, selon un programme anti-terrorisme du département d'État américain.

Présenté comme un ancien adjoint de l'ancien chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, Sami Jasim al-Jaburi a été capturé dans une opération des services de renseignement " à l'extérieur des frontières " irakiennes, a tweeté le Premier ministre d'Irak, Moustafa al-Kazimi.

While our ISF heroes focused on securing the elections, their INIS colleagues were conducting a complex external operation to capture Sami Jasim, who was in charge of Daesh finance, and a deputy of Abu Bakr Al-Baghdadi.

**Long live Iraq, and our brave heroes.**

Le Premier ministre ne précise pas

où le leader jihadiste a été capturé, mais assure que l'opération a coïncidé

qué le présente comme " le superviseur des dossiers financiers et éco-



En Irak et en Syrie, le groupe État islamique conserverait en tout 10 000 combattants actifs, d'après un rapport onusien. ZUMA PRESS/MAXPPP

avec les législatives anticipées de dimanche, quand " les héros des forces de sécurité protégeaient les élections ".

## Le " ministre des Finances " de l'EI ?

Sami Jasim al-Jaburi est " considéré comme l'un des plus recherchés au niveau international, et il est proche de l'actuel chef de l'organisation " jihadiste, Abou Ibrahim al-Hachemi al-Qourachi, selon un communiqué des forces de sécurité. Le communi-

nomiques de l'organisation terroriste EI ". En septembre 2015, le Trésor américain l'a inscrit sur sa liste de " terroristes " visés par des sanctions.

" Alors qu'il était adjoint de l'EI dans le sud de Mossoul (nord de l'Irak) en 2014, il aurait occupé un poste de ministre des Finances de l'EI, supervisant les revenus du groupe tirés des ventes illicites de pétrole, de gaz, d'antiquités ", selon le programme " Rewards for Justice " du département d'État.

## Encore " 10 000 combattants actifs ", selon l'ONU

Après une montée en puissance fulgurante en 2014 en Irak et en Syrie voisine et la conquête de vastes territoires, l'EI a vu son " califat " vaciller sous le coup d'offensives successives dans ces deux pays. L'Irak a proclamé sa victoire contre les jihadistes fin 2017 et l'EI a été défait en Syrie en 2019.

Aujourd'hui, l'EI " maintient une présence largement clandestine en Irak et en Syrie et mène une insurrection soutenue de part et d'autre de la frontière entre les deux pays ", selon un rapport onusien publié début 2021. Dans ces deux pays, l'organisation jihadiste conserverait " en tout 10 000 combattants actifs ", d'après ce rapport.

Traqué, le " calife " Abou Bakr al-Baghdadi est mort dans une opération américaine en octobre 2019 en Syrie. Mais l'EI reste une menace, ses combattants ayant renoué avec la clandestinité et continuant à mener des attentats en Irak et en Syrie. Le dernier attentat d'envergure revendiqué par l'EI en Irak a visé, en juillet dernier, un marché du quartier chiite de Sadr City à Bagdad qui a fait une trentaine de morts.

RFI/LRP

# Le Parlement UE demande le rapatriement du héros d'Hôtel Rwanda condamné pour terrorisme

Le Parlement européen a réclamé jeudi le rapatriement humanitaire, " sans préjuger de sa culpabilité ou de son innocence ", du Belgo-Rwandais Paul Rusesabagina, condamné le mois dernier à 25 ans de prison pour terrorisme. Conscient des préoccupations émises, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a toutefois demandé de ne pas perdre de vue les éléments de preuve de l'accusation, dont bon nombre ont été fournis par les autorités judiciaires d'un État membre, sous-entendu la Belgique. " M. Rusesabagina est l'exemple même des violations des droits de l'homme au Rwanda ", affirme la résolution parlementaire, adoptée à la quasi-unanimité (660 voix contre 2 et 18 abstentions). Les eurodéputés appellent à remettre en cause l'équité du verdict et à la libération immédiate de M. Rusesabagina pour des raisons humanitaires.

Le 21 septembre dernier, Paul Rusesabagina, ressortissant belge et résident à la fois en Belgique et aux États-Unis, héros du film Hotel Rwanda de 2004 pour son action dans

le sauvetage de plus d'un millier de personnes menacées par le génocide

Libération nationale (MRCD-FLN), coalition de partis politiques d'oppo-

diciaires ont collaboré à des devoirs d'enquête, ainsi les États-Unis affirment qu'il n'a pas bénéficié d'un procès équitable à Kigali.

Interpellée par les eurodéputés, la Commission européenne a assuré avoir rappelé à plusieurs reprises, et encore récemment, ses préoccupations auprès de Kigali. Elle dit aussi être en contact avec la Belgique qui la tient informée.

Mais le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a également fait observer que le condamné avait droit de faire appel. En outre, " nous notons que les autorités ont corrigé un grand nombre des questions soulevées après y avoir été sensibilisées ", a-t-il nuancé.

" Il ne faut pas ignorer non plus les accusations graves portées contre l'accusé et l'ensemble des éléments de preuve portés par l'accusation, dont une grande partie ont été fournis par la coopération des autorités judiciaires d'un État membre ", a ajouté Josep Borrell, sans citer nommément la Belgique.

La Librefrique/LRP



de 1994, a été condamné à 25 ans d'emprisonnement. Il a été reconnu coupable de neuf chefs d'accusation liés au terrorisme et aux activités attribuées au Mouvement rwandais pour le changement démocratique/Front de

sition et son bras armé accusé d'avoir mené des attaques meurtrières au Rwanda en 2018 et 2019.

## Rwanda: Rusesabagina coupable de terrorisme

La Belgique, dont les autorités ju-

## LINAFOOT: l'assemblée générale extraordinaire et électorale du nouveau comité de gestion fixée au 23 octobre prochain

La commission électorale tiendra samedi, 23 octobre prochain, à Kinshasa, l'assemblée générale extraordinaire et électorale du nouveau comité de gestion de la Ligue nationale de football (LINAFOOT), selon un communiqué de presse de cette structure.

Cette commission électorale, dont les membres ont été nommés par la FECOFA (Fédération congolaise de football association), a de ce fait, publié le calendrier électoral qui indique que du 9 au 14 octobre interviendra le dépôt des candidatures sous pli fermé au secrétariat général de la FECOFA, le 15 octobre la publication de la liste des candidats, du 16 au 18 octobre aura lieu l'examen des postulants; le 19 octobre sera annoncé les décisions concernant chaque candidat ainsi que la publication de la liste des candidats retenus. Les recours seront déposés le 20 octobre. Le traitement des recours et la publication de la liste définitive officielle des candidats s'effectuera du 21 au 22 octobre pour que le 23 octobre, les membres éliront les prochains dirigeants du comité qui va

gérer le championnat d'élite congolais.

Les candidats devront remplir certaines conditions entre autres, avoir été membre du comité exécutif de la FECOFA, du comité de gestion de la LINAFOOT, de la Ligue nationale de football féminin, de la ligue nationale, d'une entité sub-délégitaire ou d'un groupement d'intérêt du football en vue d'espérer briguer un nouveau poste au sein de cette commission. Le candidat ne devra pas également faire l'objet d'une sanction d'exclusion, de révocation ou de radiation prononcée par l'assemblée générale de l'instance faitière du football congolais. Outre ces exigences, le postulant ne devrait pas être auteur ou complice de malversation financière, soit en qualité d'un membre de la FECOFA, soit en qualité de responsable chargé d'une opération financière de la FECOFA ou de ses membres.

Ces élections marqueront, certes, la fin de la pratique des nominations des membres du comité de gestion de la LINAFOOT par la FECOFA qui, du reste, était objet des débats et des contestations.

ACP/LRP

## Coupe du monde 2022 : le Gabon bat l'Angola et garde espoir en qualifs

L'équipe du Gabon conserve un mince espoir de se qualifier pour le dernier tour des éliminatoires africaines pour la Coupe du monde 2022 de football. Ce 11 octobre 2021, les Gabonais ont battu les Angolais 2-0 et comptent désormais 4 points en quatre matches.

La joie et le soulagement des Gabonais au coup de sifflet final étaient compréhensibles. Ce 11 octobre 2021 à Franceville, Pierre-Emerick Aubameyang et sa bande se sont épargnés une sortie prématurée en qualifications africaines pour la Coupe du monde 2022 de football. Trois jours après avoir subi la loi des Angolais (3-1) à Luanda, les Panthères ont en effet pris leur revanche 2-0 à Franceville, durant la quatrième journée.

Longtemps imprécis, les Gabonais ont dû attendre la 74e minute et une belle inspiration de Levy Madinda pour débloquent la situation. Sur un corner repoussé dans l'axe, le milieu de ter-

rain contrôle le ballon de la poitrine et le transmet vers Pierre-Emerick Aubameyang d'une passe en demi-volée. L'avant-centre vedette du Gabon frappe en force sous la barre transversale : 1-0.

Aubameyang deux fois décisif  
Dix minutes plus tard, Aubameyang est également décisif sur le deuxième but des locaux. Il déborde sur la gauche et tente de centrer vers Alex Moukettou-Moussounda. Le défenseur est toutefois devancé involontairement et maladroitement par un Augusto Carneiro qui marque contre son camp (2-0, 84e).

Ce score permet aux Panthères de rêver à une remontada. Car, avec 4 points pris en 4 matches, il leur faudra battre la Libye puis gagner en Egypte en novembre pour espérer finir premiers du groupe F.

RFI/LRP

## Plus de peur que de mal : la blessure de Chancel Mbemba n'est pas profonde mais sera de terrain pendant 2 semaines

Le défenseur congolais Chancel Mbemba sera hors du terrain 10 à 14 jours, après avoir été blessé au niveau tibia lors du match de la 4ème journée des éliminatoires de la Coupe du monde de la FIFA-Qatar 2022. Ce match a lieu dimanche 10 octobre à

dimanche 10 octobre après ce match.

Après 4 journées, le classement du groupe J se présente comme suit :

1. Tanzanie 7 points (+1)
2. Benin 7 points (+1)
3. RDC 5 points (+1)



Chancel Mbemba lors du match contre le Gabon, en première journée des éliminatoires de la coupe d'Afrique des Nations (CAN) Cameroun 2021, score vierge (0-0) au stade des Martyrs à Kinshasa, le 15/11/2019. Radio Okapi/

Antananarivo face aux Malgaches (0-1).

Selon le médecin des Léopards, Dr Jean-Pierre Bungu, "la blessure n'est pas grave. Elle a été vite suturée. Ce qui lui obligerait un repos de 10 à 14 jours".

Par ailleurs, les Léopards ont regagné Kinshasa tard dans la soirée

4. Madagascar 3 points (-3)

La 5e journée se jouera le 12 novembre à Dar-es-Salaam entre la Tanzanie et la RDC ; et à Cotonou entre le Benin et Madagascar. Tandis que la dernière journée opposera la RDC au Benin le 15 novembre à Kinshasa. Et Madagascar-Tanzanie à Antananarivo.

LRP

## Neymar songe à mettre un terme à sa carrière internationale avec le Brésil après le Mondial

Neymar, 29 ans, ne sait pas s'il aura encore la force mentale pour continuer à jouer avec le Brésil après la Coupe du Monde de l'année prochaine au Qatar, qui pourrait être bien être son dernier tournoi avec la

bien finir et la gagner avec le Brésil. Parce que c'est mon plus grand rêve depuis que je suis petit. Et j'espère que je pourrai le faire", a déclaré Neymar dans un documentaire intitulé Neymar and The Line of Kings.



Le Mondial 2022 serait le troisième après ceux de 2014 au Brésil et de 2018 en Russie. Si l'attaquant du PSG a remporté la Coupe des Confédérations en 2013 et la médaille d'or olympique en 2016 avec la Seleção, il a également connu de nombreuses éliminations dramatiques. Il suffit de penser à la défaite de 2018 en quart de finale contre la Belgique. En 2014, il a marqué quatre buts avant de se blesser au

dos en quarts de finale contre la Colombie. En demi-finale, la Seleção a été écrasée 1-7 par l'Allemagne.

Vainqueur du Venezuela 1-3 sans l'attaquant du Paris Saint-Germain, le Brésil est bien parti pour se qualifier pour le Mondial 2022, il compte le maximum de points à mi-parcours (27). "Je la vois comme la dernière parce que je ne sais pas si je serai assez fort mentalement pour continuer à gérer ma vie de footballeur par la suite. Donc je vais tout donner pour

dos en quarts de finale contre la Colombie. En demi-finale, la Seleção a été écrasée 1-7 par l'Allemagne.

Neymar a fait ses débuts avec le Brésil en août 2010 contre les Etats-Unis. Depuis, il compte 113 caps et 69 buts. Seuls Cafu (142), Roberto Carlos (125) et Dani Alves (119) possèdent plus de sélections que lui et Pelé est le meilleur buteur avec 77 goals.

La Libre.be /LRP

# Murder trial of Burkina Faso's Sankara hopes to finally unveil the truth

The long-awaited murder trial of Burkina Faso's revolutionary leader Thomas Sankara opened on Monday, 34 years after his assassination.

Fourteen people, including the country's former president Blaise Compaoré, are on trial and the country is desperate to discover what really happened and who was responsible. But there are obstacles.

Thomas Sankara came to power in a coup in 1983 and was killed just four years later, along with 12 members of his entourage, when commando troops stormed the headquarters of his National Revolutionary Council.

Blaise Compaoré, his former right-hand man and friend, took over and ruled Burkina Faso for close to three decades before being overthrown in 2014 and fleeing to Cote d'Ivoire.

For many Sankara was a hero - an anti-imperialist revolutionary who broke away from its former colonial power France, a champion of national sovereignty and of women's rights.

While his detractors denounce his authoritarian rule, no one is indifferent to the charismatic leader and the trial over his murder, so often delayed, is eagerly awaited.

## 'Ray of hope'

Families of the 13 soldiers killed on the night of 15 October 1987 are keen to establish the extent of Blaise Compaoré's responsibility in what happened.

"We want to know who took the decision, who committed the act, who supported it and why," Céline Bamouni, whose father Paulin Bamouni was killed alongside Sankara, told RFI's Gaëlle Lalex.

For some, the trial comes as a relief. "It's the fruit of a long judicial struggle," said Aïda Kiemdé, who also lost her father on that night.

"Compaoré's reign lasted years, so we had no say in the matter," Kiemdé explained. "This has inevitably led to despair. Some families, including mine, had to leave Burkina, which meant that I never got to know my country because of the assassination.

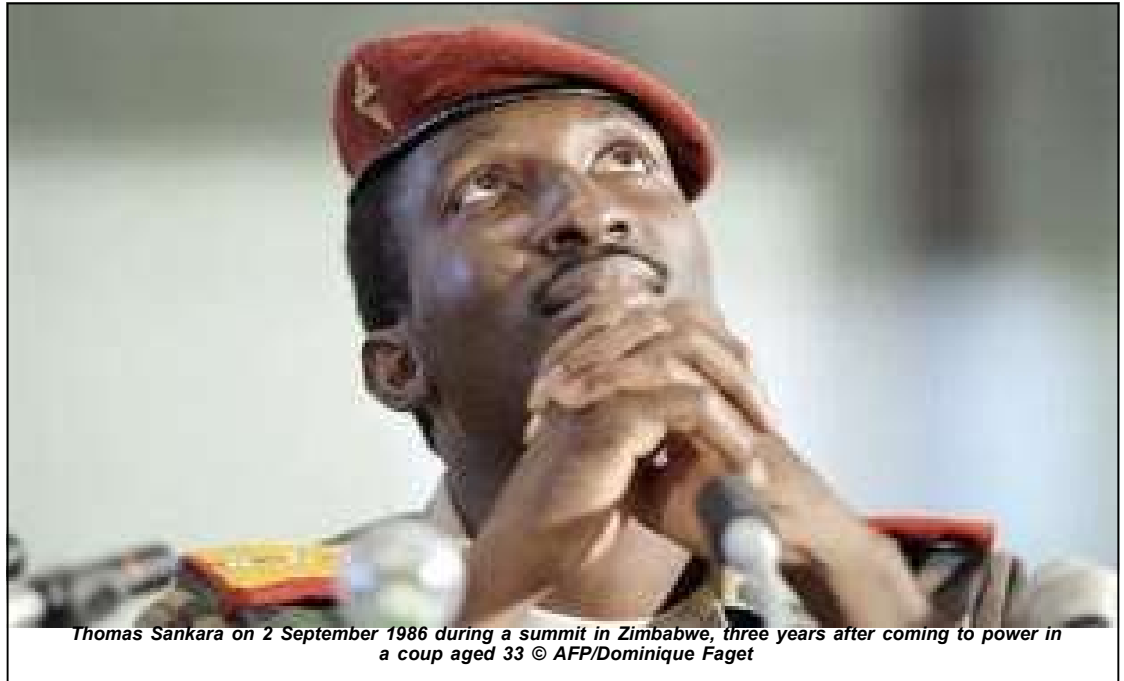
"So this trial is a ray of hope. And we hope that justice will be done and that we will get the truth after years of waiting."

Nearly 34 years to the day, the assassination of #BurkinaFaso's Thomas #Sankara is still unsolved. Today marks the 1st day of the trial of the 14 accused in the murder of the man known to many as 'Africa's Che Gue-

vara'. Here's a look back at his life??"<https://t.co/BIYXJg6m3e>

of Burkina Faso, the whole of Africa is waiting for truth to be told," she

President Macron promised to lift the national defence secret classification



Thomas Sankara on 2 September 1986 during a summit in Zimbabwe, three years after coming to power in a coup aged 33 © AFP/Dominique Faget

## Two key abstentees

The investigating judge has questioned some 60 surviving witnesses who were present on the day of the assassination to build up a better picture of what happened.

14 people are on trial, including former president Blaise Compaoré and General Gilbert Diendéré, one of the main Burkinabé army chiefs at the time of the 1987 coup.

They both stand accused of complicity in murder, concealment of dead bodies and attacking state security.

Compaoré, now in exile in Cote d'Ivoire, will be tried in absentia. So will Hyacinthe Kafando - suspected of leading the commando group and who has been missing since 2015.

Compaoré has refused to appear before the courts, deeming the trial to be politically-motivated.

"This is regrettable because he's been in charge of the country, he should accept responsibility for his acts," Sankara's widow Mariam Sankara told RFI.

"Fleeing the country doesn't resolve anything. He should have the courage to accept responsibility and answer the burkinabé courts," she said.

## Military court

Aïda Kiemdé also regrets Compaoré's absence.

"Everyone has been waiting for this trial: the families but also the people

said. "We hope in spite of everything that we will get the truth."

Getting to the truth could be hampered, some say, given the fact the trial is taking place in a military court.

This court "obeys orders and the hierarchy," Paul Zaida, national coordinator of the non-profit Cadre d'Expression Démocratique told RFI.

"Burkina Faso's president is the army's supreme commander. While he's not going to attend the trial, I think he will give some guidelines. "That will make it difficult to establish the truth in the Sankara case."

## France's role?

There has been speculation over the role foreign countries including Côte d'Ivoire, France, Liberia and Libya may have played in the assassination. But the investigating judge has not been able to gather enough evidence and the trial will focus only on the involvement of Burkinabé citizens.

And yet France may have a case to answer.

"The inquiry into Sankara's murder established that French agents were present in Burkina Faso the day after the assassination to destroy wiretaps targeting Blaise Compaoré and Jean-Pierre Palm, a gendarmerie officer implicated for his alleged role in Sankara's Killing," Bruno Jaffré, who runs a website on Sankara, told France 24.

On a trip to Burkina Faso in 2017,

of all French archives concerning Sankara's killing.

Jaffré said that while three batches of declassified documents have indeed been sent to Ouagadougou, they are not the ones from the office of François Mitterrand, president at the time of the assassination.

"There is no sign, in the documents provided so far, of a French presence in Ouagadougou the day after the assassination," said Jaffré. "But these documents must exist and the fact that Macron didn't keep his word shows a certain degree of embarrassment."

## Imperfect but necessary

The trial is clearly far from perfect but it has its merits says Ablassé Ouédraogo, former Minister of Foreign Affairs and head of the party Le Faso autrement.

"The first is to allow us to have at least part of the truth; the second is that it will allow the current government to move forward on the issue of national reconciliation," he explains.

"And what is very important is to definitely turn this sad page for Burkina Faso. The Thomas Sankara case contributed to a poisonous socio-political atmosphere for more than thirty years. It had become unbearable."

Burkina Faso is to begin discussions on national reconciliation on 17 January 2022.

**Coopération RDC-Emirats Arabes Unis**

**Plus d'un milliard USD d'investissement annoncé**

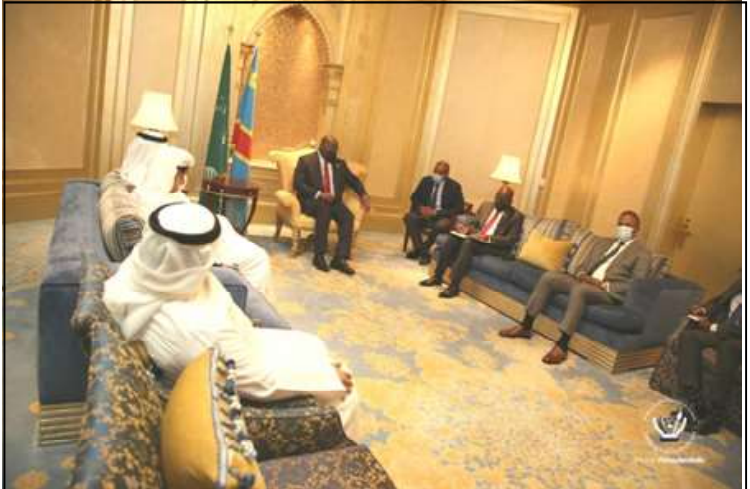
Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a reçu, le lundi 11 octobre 2021, une délégation de la chambre de commerce d'Abu-Dhabi. Selon la cellule de communication de la Présidence, cette délégation a manifesté sa volonté de développer les échanges commerciaux avec la République Démocratique du

Le président Félix Tshisekedi et son Altesse Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, prince héritier d'Abu Dhabi et Commandant suprême des forces armées des Émirats Arabes Unis

Président en exercice de l'UA, le président Tshisekedi portera, une fois de plus, la voix du continent afin de

ble, sur le front de la mer de Dubaï. Par ailleurs, les ministres de l'Ur-

le Plan directeur de la société Emaar, de la construction du plus haut gratte-



Le président Félix Tshisekedi échange avec une délégation de la chambre de commerce d'Abu-Dhabi Photo CellCom de la Présidence

Congo. A noter que, dans les tout prochains jours, cette délégation de chambre de commerce d'Abu-Dhabi se rendra à Kinshasa pour des actions constructives.

**Les EAU annoncent un investissement de près de 1 milliards USD en RDC**

L'on rappelle que déjà le dimanche 10 octobre, le chef de l'Etat a eu une réunion bilatérale avec son Altesse Mohammed Ben Zayed Al Nahyane, prince héritier d'Abu Dhabi et Commandant suprême des forces armées des Émirats Arabes Unis. A l'issue de cette rencontre, il sied de retenir que dans le cadre de la coopération, les EAU ont annoncé un investissement de près de 1 milliards USD en RDC. Une bonne partie de ces fonds, souligne-t-on, sera orientée aux logements sociaux, fait savoir la Cellule de communication de la Présidence de la RDC.

Cette rencontre au sommet a été également une occasion d'explorer les opportunités d'investissements dans plusieurs domaines, a rapporté la même source.

" La présence des ministres des Affaires étrangères, de l'Urbanisme et habitat, des Hydrocarbures ainsi que celui des Affaires foncières dans la délégation présidentielle traduit la volonté du chef de l'Etat de ramener des investissements émiratis dans le domaine immobilier et autres infrastructures ", a indiqué la dépêche.

Plusieurs séances de travail et visites sont prévues au cours de cette première étape avant la seconde prévue à Dubaï.

En effet à partir de ce mardi 12 octobre, le président Félix Antoine Tshisekedi va participer au Global Business Forum Africa qui se tient à Dubaï.

présenter le potentiel d'investissement de l'Afrique, indique la Cellule de communication e la Présidence de la RDC.

Le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo va aussi tirer profit de l'Expo Dubai 2020-2021 pour vendre l'image de son pays.

Dans sa suite, le chef de l'État congolais est accompagné d'une forte délégation composée du ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, celui des Affaires foncières, Aimé Sakombi Molendo, de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu, des Ressources hydrauliques et énergies, Olivier Mwenze Mukaleng, des Transports, Chérubin Okende, de son directeur de cabinet, Gylain Nyembo, du conseiller spécial en matière de sécurité, François Beya Kasonga, du conseiller en matière d'investissement, Jean-Claude Kabongo, de son secrétaire particulier, Sylvain Kabongo Mukengeshayi, ainsi que de l'ambassadeur itinérant, Patrick Mpyoi Luabeya, point focal de la visite officielle.

D'autres rencontres sont également prévues notamment avec le vice-président de Mubadala. Cette visite, note-t-on, s'inscrit dans le cadre de renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Depuis leur arrivée aux Emirats arabes unis, le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu Mbayu et son collègue des Affaires foncières, Aimé Sakombi Molendo ont fait le tour des trois quartiers créés par le géant émirati de l'immobilier Sté Emaar Properties, mercredi 06 octobre 2021, réputé génie urbanistique.

Les deux membres du gouvernement congolais ont commencé par visiter le quartier Emaar Beach Front, sur le pont Dubaï Creek, en pleine construction avec des immeubles imposants qui offrent une vue imprena-

banisme et habitat ainsi que celui des Affaires foncières avaient réceptionné ciel du Moyen-Orient, la Dubaï Creek Tower.

LRP

**Processus électoral en RDC**

**Le non des ambassadeurs africains accrédités à Kinshasa à " toute ingérence extérieure "**

Un groupe des ambassadeurs africains accrédités à Kinshasa a été reçu le lundi 11 octobre 2021 par le président de l'Assemblée nationale Christophe Mboso N'kodia Pwanga dans son cabinet de travail au Palais du peuple dans la commune de Lingwala.

La seule question sur la table était axée sur l'évaluation du processus électoral en République Démocratique du Congo.

Devant la presse au sortir de la rencontre, M. Rachid Agassim, ambassadeur du Maroc, a fait savoir qu'ils ont été invités par le speaker de

dent nous a conviés aujourd'hui, c'est pour faire une présentation sincère et très détaillée de l'évolution du processus électoral. C'est un processus électoral qui n'est pas facile comme dans tous les pays du monde, à la veille des échéances électorales de 2023. Et la présentation était sincère. Il a étalé toutes les étapes des discussions avec les différents partenaires ", a-t-il déclaré

Et d'ajouter : " C'est un exercice très utile, très démocratique, mais le souhait est que les prochaines échéances soient une continuation des résultats dont ils seront fiers ".



Un groupe des ambassadeurs africains accrédités à Kinshasa reçu le lundi 11 octobre 2021 par le président de l'Assemblée nationale Christophe Mboso. Photo Droits Tiers

la chambre basse du Parlement pour faire une présentation sincère et très détaillée de l'évolution du processus électoral.

" Nous sommes les ambassadeurs des pays africains. Aujourd'hui, c'est un honneur d'être reçus par le président de l'Assemblée nationale. C'est dans le cadre des consultations régulières avec les pays africains et c'est un signe de confiance. Le prési-

Face au processus électoral en RDC, ces ambassadeurs africains se sont dits catégoriquement opposés à " toute ingérence extérieure ".

Pour rappel, Christophe Mboso avait récemment échangé avec les diplomates américains, russes et européens sur la même question des élections.

Africa 24 sur 24 /LRP